



www.rsf.org

LIBERTE DE LA PRESSE

20 octobre 2005

CLASSEMENT MONDIAL DE LA LIBERTE DE LA PRESSE 2005

Corée du Nord, Erythrée, Turkménistan : les trous noirs de l'information dans le monde

De plus en plus d'Etats africains bien classés

Reporters sans frontières publie son quatrième classement mondial de la liberté de la presse. En queue de peloton, la Corée du Nord (167^e et dernière position), l'Erythrée (166^e) et le Turkménistan (165^e) constituent de véritables trous noirs de l'information. Dans ces pays, la presse privée n'existe pas et la liberté d'expression est nulle. Les journalistes des médias officiels ne font que relayer la propagande de l'Etat. Tout écart est sévèrement réprimé. Un mot de trop, un nom mal orthographié, un commentaire qui s'écarte de la ligne officielle peuvent conduire un journaliste en prison ou attirer sur lui les foudres du pouvoir. Harcèlement, pressions psychologiques, intimidations et surveillance permanente sont alors de mise.

L'Asie orientale [Birmanie (163^e), Chine (159^e), Viêt-nam (158^e), Laos (155^e)], l'Asie centrale [Turkménistan (165^e), Ouzbékistan (155^e), Afghanistan (125^e), Kazakhstan (119^e)] et le Moyen-Orient [Iran (164^e), Irak (157^e), Arabie saoudite (154^e), Syrie (145^e)] sont les régions les plus difficiles au monde pour l'exercice de la liberté de la presse. Dans ces pays, la répression des autorités ou la violence exercée par des groupes armés à l'encontre de la presse empêchent les médias de s'exprimer librement.

L'Irak (157^e) a encore dégringolé par rapport à 2004, en raison de l'aggravation de la situation sécuritaire des journalistes. Au moins 24 professionnels des médias ont été tués dans ce pays depuis le début de l'année 2005, faisant de ce conflit le plus meurtrier depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale : au total, 72 journalistes et collaborateurs des médias ont été tués depuis le début de la guerre, en mars 2003.

Des démocraties occidentales en recul

Quelques démocraties occidentales ont reculé dans le classement 2005. Ainsi, les Etats-Unis (44^e) ont perdu plus de vingt places, principalement en raison de l'incarcération de la reporter du *New-York Times*, Judith Miller, et de mesures judiciaires qui mettent à mal la protection du secret des sources. Le Canada (21^e) a également perdu quelques places, là aussi à cause de décisions qui fragilisent le secret des sources et transforment parfois les journalistes en "auxiliaires de justice". La France (30^e) est, elle aussi, en recul. Des perquisitions de

Secrétariat international
5, rue Geoffroy-Marie –
75009 Paris (France)
Tel : (33) 1 44 83 84 84
Fax : (33) 1 45 23 11 51
Email : index4@rsf.org
Web : www.rsf.org

Reporters sans frontières défend les journalistes emprisonnés et la liberté de la presse dans le monde, c'est-à-dire le droit d'informer et d'être informé, conformément à l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Reporters sans frontières compte neuf sections nationales (Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Suède et Suisse), des représentations à Abidjan, Bangkok, Buenos Aires, Istanbul, Montréal, Moscou, New York, Tokyo et Washington, et plus de cent correspondants dans le monde.

locaux de médias, des gardes à vue de journalistes et la création de nouveaux délits de presse sont notamment à l'origine de cette nouvelle position.

En tête du classement, on retrouve, comme en 2004, des pays d'Europe du Nord (Danemark, Finlande, Irlande, Islande, Norvège, Pays-Bas) qui garantissent une réelle et durable liberté de la presse. Les dix premiers pays du classement 2005 sont européens. La Nouvelle-Zélande (12^e), Trinidad et Tobago (12^e), le Bénin (25^e) et la Corée du Sud (34^e) arrivent en tête pour les autres continents.

Liberté de la presse, développement économique et indépendance

Des Etats qui ont acquis ou retrouvé leur indépendance récemment se montrent très respectueux de la liberté de la presse. Ils coupent court ainsi aux arguments fallacieux invoqués par de nombreux leaders autoritaires selon lesquels il serait nécessaire de patienter plusieurs décennies avant que la démocratie ne puisse s'installer. En effet, neuf Etats qui comptent moins de quinze ans d'existence (ou bien qui ont récupéré leur indépendance depuis moins de quinze ans) se placent dans les soixante premiers du classement : Slovénie (9^e), Estonie (11^e), Lettonie (16^e), Lituanie (21^e), Namibie (25^e), Bosnie-Herzégovine (33^e), Macédoine (43^e), Croatie (56^e), Timor-Leste (58^e).

De même, ce classement tord le cou à la théorie - abondamment utilisée par les dirigeants des pays pauvres et liberticides - selon laquelle le développement économique est un préalable indispensable à la démocratisation et au respect des droits de l'homme. Si la tête du classement est très largement occupée par des Etats riches, plusieurs nations très pauvres (dont le PIB par habitant ne dépassait pas, en 2003, 1 000 dollars) figurent dans les soixante premiers. C'est le cas du Bénin (25^e), du Mali (37^e), de la Bolivie (45^e), du Mozambique (49^e), de la Mongolie (53^e), du Niger (57^e) et du Timor-Leste (58^e).

Deux facteurs d'amélioration en Afrique

De nouveaux Etats africains gagnent des places chaque année. Deux facteurs contribuent à faire entrer des pays autrefois tourmentés dans la première moitié du classement : la lutte contre l'impunité et la suppression des peines de prison pour des délits comme la diffamation ou la publication de fausses nouvelles.

Ainsi, outre les pays traditionnellement respectueux de la liberté de la presse, comme le Cap-Vert (29^e), l'Afrique du Sud (31^e), Maurice (34^e) ou le Mali (37^e), en 2005, le Mozambique fait une remontée spectaculaire de la 64^e à la 49^e place. Dans ce pays, les lourdes

Reporters sans frontières défend les journalistes emprisonnés et la liberté de la presse dans le monde, c'est-à-dire le droit d'informer et d'être informé, conformément à l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Reporters sans frontières compte neuf sections nationales (Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Suède et Suisse), des représentations à Abidjan, Bangkok, Buenos Aires, Istanbul, Montréal, Moscou, New York, Tokyo et Washington, et plus de cent correspondants dans le monde.

sanctions prononcées contre les assassins de Carlos Cardoso ont contribué à apaiser une situation qui, à la fin de années 90, était précaire. Par ailleurs, l'adoption de lois dépénalisant les délits de presse a permis à la République centrafricaine, par exemple, de passer de la 104^e à la 82^e place. Cette année encore, un cadre législatif réformé en Angola (76^e), qui pourtant sort d'une interminable guerre civile, lui permet de gagner quelques places.

En revanche, le fait que les assassins de Norbert Zongo soient toujours en liberté au Burkina Faso (78^e) et les promesses de dépénalisation, non encore tenues, du président Abdoulaye Wade au Sénégal (78^e) pèsent sur le classement de ces pays, où la situation n'est pourtant pas aussi mauvaise que celle du Cameroun (83^e). Dans ce dernier, des journalistes sont encore régulièrement envoyés en prison.

Parallèlement, des processus électoraux sous surveillance internationale ont permis à des pays comme la Guinée-Bissau (71^e) ou le Liberia (83^e) de remonter dans le classement.

La violence à l'égard des journalistes perdure

Des lois injustes et des gouvernements répressifs maintiennent à de mauvaises places des pays qui offrent pourtant un réel pluralisme de l'information. Il en est ainsi de Madagascar (97^e), de la Guinée (102^e), du Kenya (109^e), du Tchad (109^e), de la Mauritanie (127^e) ou de l'Ethiopie (131^e), entre autres.

Quelques pays africains ont connu une nette détérioration de la situation de la liberté de la presse. La Gambie (130^e), où régnait un climat de défiance entre la presse et le gouvernement les années précédentes, chute brutalement en raison de l'assassinat impuni du journaliste Deyda Hydara et du comportement de plus en plus méprisant envers la presse du président Yahya Jammeh. En Sierra Leone (126^e), les violences, policières et politiques, exercées contre les journalistes ont entraîné la dégradation d'une situation déjà mauvaise. Harry Yansaneh, le remplaçant du journaliste emprisonné Paul Kamara à la tête du quotidien *For Di People*, a payé de sa vie ce climat d'extrême tension. Malgré les efforts fournis par les journalistes du pays pour se défendre, la Somalie (149^e) reste l'un des plus dangereux pour la presse en Afrique et ne parvient pas à sortir de l'ornière de l'anarchie. Deux femmes journalistes, Kate Peyton, de la *BBC*, et Duniya Muhiyadin Nur, de la radio *HornAfrik*, ont trouvé la mort cette année à Mogadiscio.

Reporters sans frontières défend les journalistes emprisonnés et la liberté de la presse dans le monde, c'est-à-dire le droit d'informer et d'être informé, conformément à l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Reporters sans frontières compte neuf sections nationales (Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Suède et Suisse), des représentations à Abidjan, Bangkok, Buenos Aires, Istanbul, Montréal, Moscou, New York, Tokyo et Washington, et plus de cent correspondants dans le monde.

Sur toute l'étendue de la République démocratique du Congo (146^e), la violence et la répression, encouragées par une législation parfois aberrante, ont empêché toute amélioration de la situation de la liberté de la presse. Le Zimbabwe (153^e) stagne dans les profondeurs du classement. L'un des gouvernements les plus impitoyables du continent s'acharne toujours sur une presse indépendante courageuse mais aux moyens limités. Enfin, en Erythrée (166^e), avant-dernière du classement, la liberté de la presse n'y existe tout simplement plus depuis le 18 septembre 2001.

Pour établir ce classement, Reporters sans frontières a demandé à ses organisations partenaires (14 associations de défense de la liberté d'expression dispersées sur les cinq continents), à son réseau de 130 correspondants, à des journalistes, des chercheurs, des juristes ou des militants des droits de l'homme de répondre à 50 questions permettant d'évaluer la situation de la liberté de la presse dans un pays. 167 nations y apparaissent, les autres sont absentes, par manque d'informations.

Reporters sans frontières défend les journalistes emprisonnés et la liberté de la presse dans le monde, c'est-à-dire le droit d'informer et d'être informé, conformément à l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Reporters sans frontières compte neuf sections nationales (Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Suède et Suisse), des représentations à Abidjan, Bangkok, Buenos Aires, Istanbul, Montréal, Moscou, New York, Tokyo et Washington, et plus de cent correspondants dans le monde.

Reporters sans frontières

Classement mondial de la liberté de la presse 2005

N°	Pays	Note
1	Danemark	0,50
-	Finlande	0,50
-	Irlande	0,50
-	Islande	0,50
-	Norvège	0,50
-	Pays-Bas	0,50
-	Suisse	0,50
8	Slovaquie	0,75
9	République tchèque	1,00
-	Slovénie	1,00
11	Estonie	1,50
12	Hongrie	2,00
-	Nouvelle-Zélande	2,00
-	Suède	2,00
-	Trinidad et Tobago	2,00
16	Autriche	2,50
-	Lettonie	2,50
18	Allemagne	4,00
-	Belgique	4,00
-	Grèce	4,00
21	Canada	4,50
-	Lituanie	4,50
23	Portugal	4,83
24	Royaume-Uni	5,17
25	Bénin	5,50
-	Chypre	5,50
-	Namibie	5,50
28	El Salvador	5,75
29	Cap-Vert	6,00
30	France	6,25
31	Afrique du Sud	6,50
-	Australie	6,50
33	Bosnie-Herzégovine	7,00
34	Corée du Sud	7,50
-	Jamaïque	7,50
-	Maurice	7,50
37	Japon	8,00
-	Mali	8,00
39	Hong-Kong	8,25
40	Espagne	8,33
41	Costa Rica	8,50
42	Italie	8,67
43	Macédoine	8,75
44	Etats-Unis (territoire américain)	9,50
45	Bolivie	9,67
46	Uruguay	9,75
47	Israël	10,00
48	Bulgarie	10,25
49	Mozambique	10,50

50	Chili	11,75
51	République dominicaine	12,25
-	Taiïwan	12,25
53	Chypre (partie Nord)	12,50
-	Mongolie	12,50
-	Pologne	12,50
56	Croatie	12,83
57	Niger	13,00
58	Timor-Leste	13,50
59	Argentine	13,67
60	Botswana	14,00
-	Fidji	14,00
62	Albanie	14,17
63	Brésil	14,50
-	Tonga	14,50
65	Serbie-Monténégro	14,83
66	Ghana	15,00
-	Panama	15,00
68	Nicaragua	15,25
69	Paraguay	15,50
70	Roumanie	16,17
71	Congo-Brazza	17,00
-	Guinée-Bissau	17,00
-	Seychelles	17,00
74	Moldavie	17,50
-	Tanzanie	17,50
76	Angola	18,00
-	Honduras	18,00
78	Burkina Faso	19,00
-	Sénégal	19,00
80	Ouganda	19,25
81	Lesotho	19,50
82	République centrafricaine	19,75
83	Cameroun	20,50
-	Liberia	20,50
85	Koweït	21,25
86	Guatemala	21,50
87	Equateur	21,75
88	Comores	22,00
89	Malawi	22,75
90	Burundi	23,00
-	Cambodge	23,00
-	Qatar	23,00
-	Venezuela	23,00
-	Zambie	23,00
95	Togo	23,75
96	Jordanie	24,00
97	Madagascar	24,50
98	Turquie	25,00
99	Géorgie	25,17
100	Emirats Arabes Unis	25,75
-	Kosovo	25,75
102	Arménie	26,00

-	Gabon	26,00
-	Guinée	26,00
-	Indonésie	26,00
106	Inde	27,00
107	Thaïlande	28,00
108	Liban	28,25
109	Kenya	30,00
-	Tchad	30,00
111	Kirghizistan	32,00
112	Ukraine	32,50
113	Malaisie	33,00
-	Tadjikistan	33,00
115	Sri Lanka	33,25
116	Pérou	33,33
117	Haïti	33,50
118	Swaziland	35,00
119	Kazakhstan	36,17
-	Maroc	36,17
121	Djibouti	37,00
122	Rwanda	38,00
123	Bahreïn	38,75
-	Nigeria	38,75
125	Afghanistan	39,17
126	Sierra Leone	39,50
127	Mauritanie	40,00
128	Colombie	40,17
129	Algérie	40,33
130	Gambie	41,00
131	Ethiopie	42,00
132	Autorité palestinienne	42,50
133	Guinée équatoriale	44,00
-	Soudan	44,00
135	Mexique	45,50
136	Yémen	46,25
137	Etats-Unis (en Irak)	48,50
138	Russie	48,67
139	Philippines	50,00
140	Singapour	50,67
141	Azerbaïdjan	51,00
142	Bhoutan	51,50
143	Egypte	52,00
144	Côte d'Ivoire	52,25
145	Syrie	55,00
146	République démocratique du Congo	57,33
147	Tunisie	57,50
148	Maldives	58,50
149	Somalie	59,00
150	Pakistan	60,75
151	Bangladesh	61,25
152	Bélarus	61,33
153	Zimbabwe	64,25
154	Arabie saoudite	66,00
155	Laos	66,50

-	Ouzbékistan	66,50
157	Irak	67,00
158	Viêt-nam	73,25
159	Chine	83,00
160	Népal	86,75
161	Cuba	87,00
162	Libye	88,75
163	Birmanie	88,83
164	Iran	89,17
165	Turkménistan	93,50
166	Erythrée	99,75
167	Corée du Nord	109,00